

# Groupe des Épiciers Unis Métro-Richelieu Inc.

C

Rapport annuel  
1983



# Table des matières

Faits saillants consolidés	1
Message du Président du conseil d'administration	2
Message du Président et Directeur général	4
Rapport des vérificateurs	8
État consolidé des résultats	9
État consolidé des bénéfices non répartis	10
État consolidé de l'évolution de la situation financière	11
Bilan	12
Notes aux états financiers	14
Information sectorielle	20
La direction	21

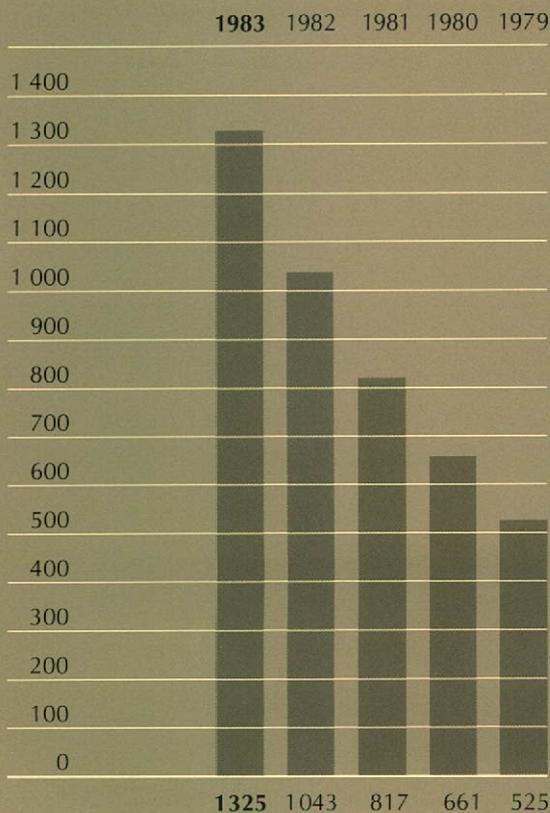
# Faits saillants consolidés

(en milliers  
de dollars)

	1983	1982	1981	1980	1979
<b>Résultats d'exploitation</b>					
Ventes	1 325 307	1 042 997	817 329	661 148	524 956
Revenus d'exploitation	138 124	105 037	73 151	52 039	41 503
Dépenses d'exploitation moins les autres revenus	125 584	94 464	65 827	46 028	37 722
Bénéfice avant ristournes et impôts	12 540	10 573	7 324	6 011	3 781
	.95%	1.01%	.90%	.91%	.72%
<b>Ressources financières</b>					
Fonds de roulement	13 067	17 133	8 500	5 857	4 959
Ratio du fonds de roulement	1.12	1.19	1.14	1.12	1.12
Immobilisations nettes	84 180	57 591	22 172	18 872	17 820
Total de l'actif	211 579	170 154	92 029	73 482	63 913
Avances des actionnaires et avoir des actionnaires	49 095	42 045	28 487	24 470	21 095

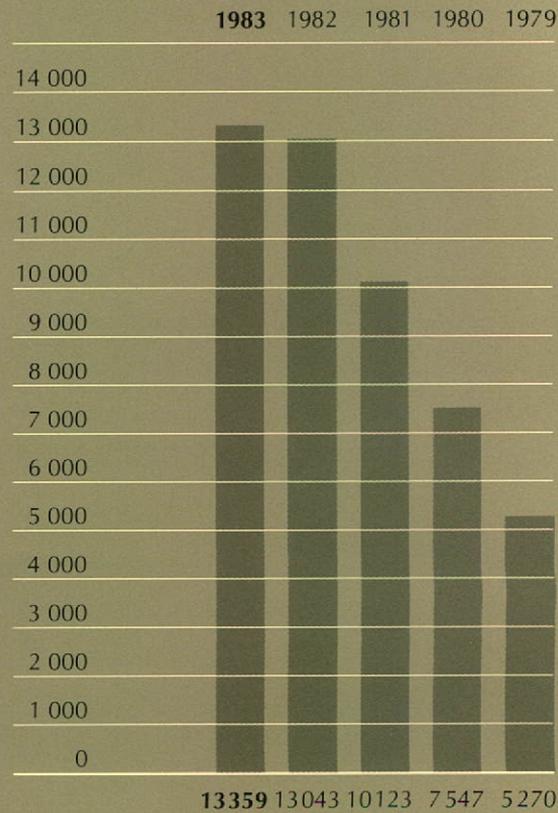
## Ventes

(en millions de dollars)



## Ristournes de fin d'exercice, intérêts et dividendes aux membres

(en milliers de dollars)



# Message du Président du conseil d'administration

1983 fut une année d'agréables problèmes... résultant de la mission que nous nous sommes donnée au début de la décennie de devenir le chef de file de la distribution alimentaire au Québec.

Dans un contexte économique difficile, il nous a fallu en effet relever des défis d'envergure, et notamment:

- compléter la fusion de Épiciers Unis Inc. et de Groupe Métro-Richelieu
- réagir avec énergie à la pire guerre des prix qui ait été déclarée contre les épiceries indépendantes;
- assurer la mise en service du centre Mérite 1 et déménager les bureaux de la direction et de nos divers services au centre administratif voisin de Mérite 1.

## La fusion

Pour la première fois, nos états financiers reflètent une année complète d'exploitation de l'entreprise née de la fusion Épiciers Unis et Métro-Richelieu.

Pour tirer pleinement profit de cette fusion, nous avons revu en profondeur le déploiement de nos entrepôts satellites. C'est ainsi que nous avons centralisé nos opérations dans la région de Québec et que nous avons prévu l'aménagement d'un centre de distribution à Mont-Joli. En même temps, nous avons assigné une nouvelle vocation aux entrepôts de la région de Montréal, devenus disponibles par suite de la mise en service de Mérite 1.

## La guerre des prix

Il est évident que notre progression constante dans le marché ne va pas sans créer de réactions. C'est ce qui nous a valu la guerre d'escomptes du printemps dernier. En réagissant à cette offensive en quelques heures à peine, notre entreprise a montré qu'elle avait le sens de l'opportunité ainsi que toute la profondeur voulue, c'est-à-dire la solidarité et les ressources pour agir dans le marché tant au plan tactique que stratégique. La façon d'agir de notre entreprise, soit sa capacité de prendre les bonnes décisions rapidement, nous procure une excellente réputation dans l'industrie. Dans le cas de la guerre des prix, après une évaluation raisonnée de la situation, nous avons élaboré un programme qui nous a permis de sortir de cette

aventure beaucoup moins affaiblis que d'autres et qui nous permet de regarder l'avenir avec optimisme.

Ainsi, nos ventes au gros au cours de l'exercice ont atteint 1 325 307 000\$ soit une augmentation de 282 310 000\$ ou de 27.1% par rapport à l'exercice précédent. Depuis quatre ans, nos revenus nets ont plus que doublé.

Le bénéfice net avant ristournes et impôts atteint 12.54 millions, soit une augmentation de près de 2 millions \$ ou de plus de 18.6% par rapport à l'exercice précédent. Depuis quatre ans, nos revenus nets ont plus que triplé.

La remarquable diversité des services que nous offrons est unique dans l'industrie et permet à nos membres, qui sont eux-mêmes des hommes d'affaires avertis qui vont de l'avant, de faire face avantageusement à la concurrence.

Les excellents résultats que nous avons obtenus sont la suite logique des succès de nos membres qui, cette année, ont franchi le cap des 2 milliards \$ de ventes au détail.

## Le centre de distribution Mérite 1

À la fois pour soutenir notre expansion et améliorer la qualité de notre service de distribution, nous avons décidé, au début des années 80, de nous doter de nouvelles installations physiques. De tous les emplacements envisagés, nous avons opté pour celui de Rivière-des-Prairies parce que, notamment, il était celui situé le plus près de nos instal-

lations existantes, ce qui, au départ, avantagéait notre personnel. 1983 a marqué la réalisation de ce grand projet avec la mise en service du centre de distribution Mérite 1.

Cette réalisation majeure, qui nous classe à l'avant-garde de la distribution alimentaire au Québec, se concrétise à l'intérieur du budget malgré une conjoncture économique difficile.

Jardin Mérite a commencé à y roder ses opérations le 15 mai, suivi le 15 juin de la section Épicerie. Finalement, le 15 août, tous nos services administratifs et techniques déménageaient dans le nouvel immeuble voisin du centre de distribution.

Regrouper tous ces services sous un même toit, relocaliser le personnel de deux entrepôts dans un autre milieu de travail et les initier à un nouveau mode d'exploitation, sans pour autant interrompre le service, voilà qui constituait un tour de force. Ce dérangement a exigé des efforts d'adaptation de la part de nos 848 employés: je tiens à leur exprimer notre reconnaissance pour la collaboration qu'ils nous ont apportée.

Une opération de cette envergure, si bien planifiée qu'elle soit, ne va jamais sans anicroches. Même si aucun effort n'a été ménagé pour préparer adéquatement le personnel à la nouvelle technologie, il a fallu faire des ajustements pour tenir compte de la réaction humaine face au progrès technique. Aussi, je tiens également à remercier nos membres de la compréhension dont ils ont su faire preuve dans les circonstances.



Marcel R. Guertin  
Président



Marcel Beaulieu  
Vice-président

Aimé Gagnon  
Trésorier

Roland Ferland  
Administrateur

Benoît Gadoury  
Administrateur

Claude Surprenant  
Secrétaire

J'ai confiance que ce précieux outil de production dont nous disposons maintenant portera tous ses fruits dans l'année qui vient.

### L'économie, le marché et l'avenir

Tout le monde parle de la fin de la récession et de la reprise de l'économie canadienne, encore que seules certaines entreprises en ressentent les bienfaits, souvent très modestes. Les embûches auxquelles nous aurons à faire face au cours des prochaines années seront différentes. Si l'inflation a régressé, l'industrie est généralement encore au creux de la vague et il semble bien que la croissance sera désormais plus lente. Cette reprise, une fois amorcée, risque de poser aux entreprises de nouvelles sortes de problèmes, plus agréables certes mais ne requérant pas moins de solutions.

Au niveau du marché, il faut reconnaître que la croissance démographique est nulle et que la population vieillit rapidement. Le montant dépensé par personne pour se nourrir à la maison a tendance à diminuer. Tandis que les consommateurs sont plus sensibles au prix des aliments qu'autrefois, le style de vie des Canadiens les amène de plus en plus à manger à l'extérieur. Les véhicules de vente changent rapidement; magasins d'entrepôts, box stores, dépanneurs, magasins spécialisés, marchés publics. La boule de cristal est plus troublée que jamais.

Quelle sera notre réaction face à ces nouveaux défis de taille? Établirons-nous une stratégie de survie ou une stratégie de développement?

Quand et combien faudra-t-il investir?

Le contexte économique pourrait nous pousser à une position plus réservée d'autant plus que nous sommes désormais familiers avec les problèmes de croissance rapide. Mais connaissant le dynamisme qui anime les membres de notre groupement, il faut s'attendre à une réponse d'un autre ordre.

Nous savons maintenant plus que jamais que la clé de notre succès réside dans une planification à long terme, à la fois réaliste et audacieuse, prenant à la fois en considération le contexte économique, l'évolution du marché et le potentiel de croissance que nous offre le marché québécois.

Il y aura lieu d'examiner l'opportunité d'améliorer notre formule de capitalisation de façon à renforcer la position de notre société sans pénaliser nos membres-actionnaires.

Enfin, maintenant que nous sommes dotés des outils de production les plus modernes, la grande priorité devra être mise sur l'efficacité de nos méthodes d'opération et de gestion. En même temps que nous continuons de préparer l'avenir, nous devons être capables de répondre plus rapidement et de façon plus adéquate aux besoins de nos membres qui font face à une clientèle de plus en plus éduquée et informée, et de plus en plus exigeante quant à la qualité et aux prix.

Voilà les défis qui se présenteront maintenant à celui qui me succédera à la présidence du conseil d'administration.

Au terme de mon mandat commencé en 1980, je tiens à exprimer ma reconnaissance à tous ceux qui m'ont épaulé tant au comité exécutif qu'au conseil d'administration. Ces collègues accomplissant un travail ardu m'ont fourni une excellente collaboration, permettant de remplir en équipe le mandat que vous nous aviez confié.

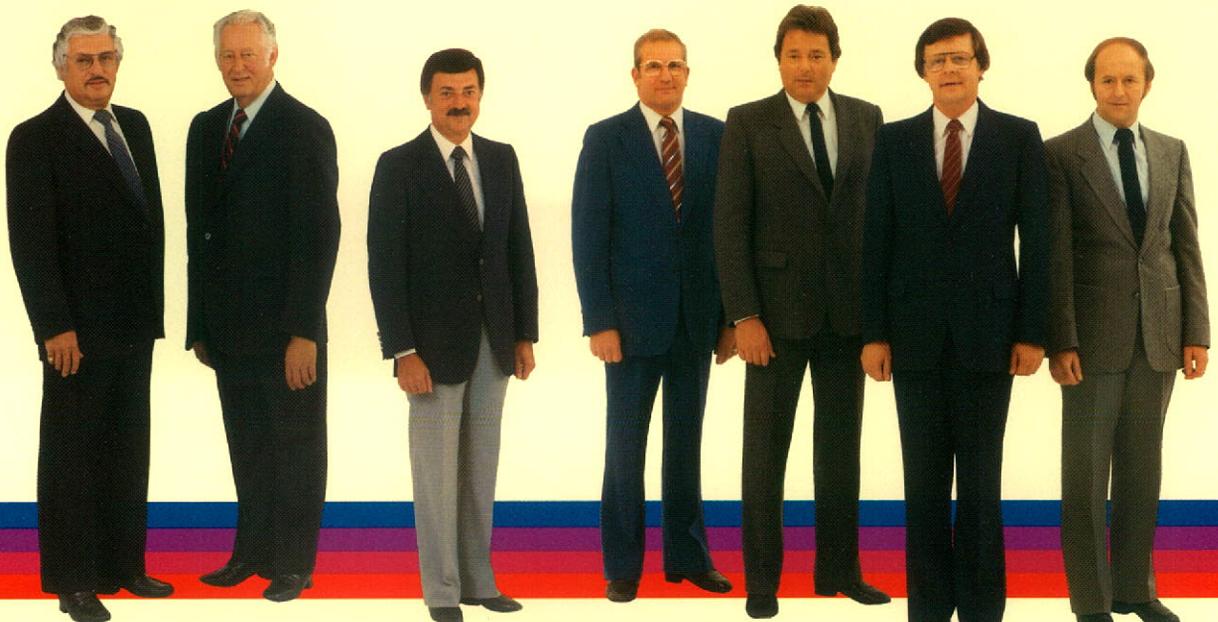
Je rends également hommage à notre équipe de gestion qui, sous la direction de notre nouveau Président et Directeur général, fait preuve de dévouement et compétence.

Enfin, j'exprime mes remerciements à tout le personnel qui a relevé les défis que nous lui avons proposés.

Je souhaite plein succès à la relève.

Le Président du conseil d'administration,

Marcel R. Guertin.



Jean-Marie Vincent  
Administrateur

Laurent Daoust  
Administrateur

Jean-Claude Messier  
Administrateur

Denis St-Hilaire  
Administrateur

Bernard Bélair  
Administrateur

Jean Dabate  
Administrateur

Roger Lévesque  
Administrateur

# Message du Président et Directeur général

L'entreprise sort grandie des défis cruciaux qui se sont posés à elle durant l'exercice 1982-83 et termine l'exercice avec des ventes de 1,325 \$ milliard comparativement à 1,043 \$ milliard l'an dernier, soit une augmentation de 27.1%.

Une telle croissance est le résultat d'une progression de nos unités de détail, de l'ouverture de nouveaux commerces, de la venue de nouveaux clients et des retombées de la fusion de 1982.

Malgré des dépenses accrues au chapitre de la publicité et du lancement du programme d'appui aux membres dans le cadre de la « guerre des prix », l'entreprise présente à ses membres un bénéfice avant ristournes et impôts de 12,540 \$ millions, représentant une augmentation de 18.6% sur l'année financière 1981-82.

Cette performance remarquable a été réalisée en dépit d'un contexte économique difficile et de luttes intensives au niveau du marché auxquelles l'entreprise a dû rétorquer avec une rapidité insoupçonnée en offrant à son tour à la clientèle des rabais équivalents.

La marge de profits dans l'alimentation ne peut s'accommoder d'un escompte aussi généreux que celui qui a été offert

par la plupart des distributeurs alimentaires au printemps dernier ni des rabais sur l'essence qui ont déclenché les hostilités à l'automne 82.

Ces luttes ont été particulièrement exigeantes pour tous nos services puisqu'au plan interne, à la même période, notre entreprise mettait en oeuvre un programme de consolidation et de rationalisation appuyant nos objectifs à long terme.

L'exercice 1982-83, en effet, fut marqué par la nécessaire rationalisation de nos opérations, suite à la fusion entre Épiciers Unis Inc. et Groupe Métro-Richelieu Inc. et, d'autre part, par le déménagement de notre siège social et la mise en service de notre centre de distribution Mérite 1.

La direction de l'entreprise loge maintenant dans un édifice moderne érigé sur les lieux mêmes de notre nouveau centre de distribution, dans le quartier montréalais de Rivière-des-Prairies.

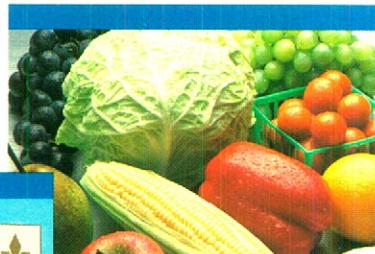
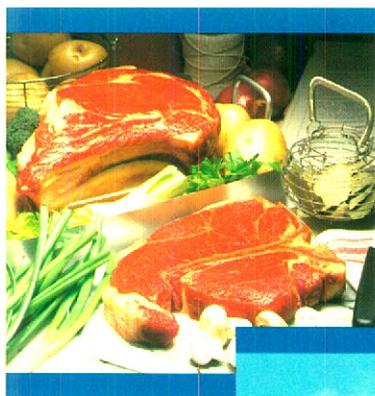
Mérite 1 abrite désormais sous un même toit nos opérations de distribution d'épicerie, de fruits et légumes et de produits laitiers.

Soulignons que l'ensemble de ce complexe, comprenant également un centre d'entretien mécanique, a été complété à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire de 35,8 millions de dollars approuvée par le conseil d'administration. Le taux d'intérêt moyen cumulatif payé pour le

financement intérimaire, durant la construction, a été de 11,56%. Le financement permanent, complété le 29 septembre dernier, a été effectué à des taux d'intérêt avantageux et suivant des échéances variant de cinq à douze ans.

Le démarrage de telles installations, dotées d'un outillage sophistiqué, constituait en soi un défi de taille. Des arrêts de travail chez nos concurrents à l'automne ont entraîné un accroissement subit des commandes chez nos membres, venant mettre à rude épreuve cette période de rodage. Le transfert à Mérite 1 de nos opérations de la rue Notre-Dame et de la rue Salk, le rayonnement accru de notre groupement par suite de la fusion des groupes Épiciers Unis et Métro-Richelieu ainsi que de nouvelles perspectives du marché dans le domaine de l'alimentation en gros ont nécessité un redéploiement complet de nos installations satellites de distribution.

C'est ainsi que nous avons ouvert un centre de distribution de viandes et de produits surgelés à Québec, en vue d'offrir à nos membres un meilleur service d'approvisionnement dans l'est du Québec. De plus, nous avons accéléré l'intégration des opérations, à Québec, de l'entrepôt de Métro-Richelieu, rue Bouvier, à celles de l'entrepôt d'Épiciers Unis, rue Newton.



Jean-Roch Vachon  
Président et Directeur général

Nous avons également ouvert un nouveau centre de distribution d'épicerie à Mont-Joli pour mieux desservir nos membres du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie, tout en leur permettant d'économiser sur les frais de transport. L'intention était aussi d'accroître notre pénétration dans cette région du Québec qui présente pour nous un potentiel de croissance.

Nous avons de plus créé la division «Éconogros Montréal» destinée à desservir nos dépanneurs Sept-Jours ainsi que les épiciers et les dépanneurs non bannierés. Il s'agit là d'un autre marché offrant une opportunité de croissance. Cette division, logée dans une partie de notre ancien entrepôt de la rue Notre-Dame, nous servira également de base pour nous attaquer au marché institutionnel.

Nous avons travaillé au cours des derniers mois au lancement d'une nouvelle marque contrôlée. Cette marque, qui sera connue sous le nom de FAVORÉL, était attendue par nos membres et clients et notamment par les dépanneurs Sept-Jours et les membres AML. L'instauration d'une nouvelle marque contrôlée leur permettra de raffermir la fidélité de leur clientèle et d'améliorer leur rentabilité.

La croissance des dernières années a provoqué des besoins grandissants du côté de nos services informatiques. Nous avons donné une nouvelle mission à l'informatique et mis en oeuvre

un plan de développement visant à implanter les outils nécessaires aux besoins grandissants de systématisation de la gestion administrative de l'entreprise.

Au chapitre du développement de nos unités de détails, l'année 1982-83 aura été marquée par l'ouverture de vingt-huit nouveaux commerces arborant nos bannières.

Dans le secteur de la commercialisation, bien qu'il nous ait fallu préparer de nouveaux programmes publicitaires pour répondre au contexte concurrentiel, nous n'avons pas négligé pour autant de continuer de développer les atouts majeurs qui font la force de notre groupement et qui nous ont permis d'augmenter nos parts de marché. Notre programme de formation dans le domaine des fruits et légumes sera suivi de programmes analogues pour développer notre compétence technique dans le domaine de l'épicerie, de la charcuterie, des viandes, de la boulangerie, des aliments en vrac, du service aux caisses et de la gestion générale du commerce.

Nous avons joué un rôle de premier plan dans les dossiers relatifs aux heures d'ouverture des magasins, de la bière et du vin, des contenants d'aluminium et du lait.

Enfin, une nouvelle structure organisationnelle a été implantée en 1983 pour assurer le développement de notre actif le plus précieux, les ressources humaines.

Cette nouvelle structure, élaborée en fonction de l'évolution de l'entreprise et de ses objectifs, regroupe désormais nos effectifs

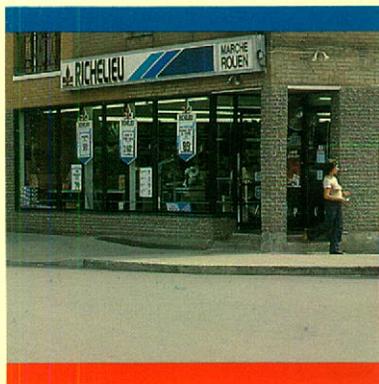
sous les divers grands blocs d'activités essentiels à la réussite de l'entreprise et au développement de nos ressources.

Monsieur Jacques Nadeau occupe le poste de vice-président exécutif, directeur régional. Il est chargé d'assurer la coordination de l'ensemble des activités d'exploitation de l'entreprise pour l'est du Québec.

Monsieur Jacques L. Maltais, vice-président, responsable de la division des viandes et des produits surgelés a été promu au poste de vice-président chargé de l'exploitation des divisions de l'entreprise.

Pour seconder monsieur Maltais, monsieur Jacques Obry, autrefois vice-président, achats et mise en marché, a été nommé au poste de vice-président responsable de l'exploitation de la division des fruits et légumes. Ce nouveau poste dans l'échelle administrative supérieure de notre entreprise était rendu essentiel dû à l'importance que revêt ce secteur de la distribution tant au niveau des opérations de gros que de détail.

Monsieur Pierre Brodeur, vice-président chargé du développement des marques privées et contrôlées, assume de plus la responsabilité des achats et de la mise en marché de la division épicerie.



Monsieur Claude Charbonneau a été promu au poste de vice-président de la distribution. Comme dans le cas des fruits et légumes, l'importance que revêt la distribution dans notre entreprise amène le besoin d'élever la fonction de gestion de ce domaine au plus haut niveau administratif.

Monsieur Lionel Albert occupe le poste de vice-président, responsable des divisions corporatives de l'entreprise. Il est responsable des magasins corporatifs et des clients acheteurs, des centres de distribution Éconogros de Québec et Montréal et de Buanderie Mérite, de la division Équipement Mérite et des dépanneurs. Ce nouveau poste est une conséquence directe des conclusions de l'exercice de planification stratégique élaboré en février 1983 et constitue un rôle moteur dans la poursuite de nos objectifs de services aux membres et de rentabilité.

Monsieur Raymond Bachand, vice-président à la planification et au développement, assume les responsabilités de l'expansion et du développement de l'entreprise, de la planification stratégique et de la recherche commerciale, de la systématisation et méthodes et de l'informatique.

Monsieur Michel Naud occupe le poste de vice-président des services informatiques. Ce secteur comprend le développement, l'implantation et l'opération des systèmes informatiques ainsi que la gestion de la bureautique et les services informatiques de détail.

Monsieur André Roy a été nommé responsable de l'administration générale. Outre les affaires juridiques, le vice-président à l'administration chapeaute les finances, les affaires corporatives, la prévention des pertes, les communications, les affaires publiques et les services administratifs.

Monsieur Paul Lanctôt assume la responsabilité de vice-président, finances. Ce domaine de responsabilités comprend, entre autres, le financement, la trésorerie et le contrôle, la comptabilité, les services financiers aux membres et les assurances.

Monsieur Jacques Poirier assume la fonction de vice-président chargé des communications internes et externes de l'entreprise.

Monsieur Robert Cloutier, vice-président marketing, responsable des opérations de détail et des relations avec les consommateurs, assume également la responsabilité de la publicité des bannières de l'entreprise.

Les défis des prochaines années se dessinent nettement. Tandis que les coûts d'exploitation montent en flèche dans l'industrie, les consommateurs n'augmentent plus en nombre et ils ont de plus en plus de choix entre divers établissements, par suite de la prolifération de marchés «d'interception»; pharmacies, marchés publics, boutiques spécialisées, dépanneurs de tous genres, etc.

Il nous faudra faire preuve d'une grande attention au niveau du marketing. Le succès résidera toujours dans l'extension de notre formule à philosophie coopérative, par la mise en place de nouvelles formes d'exploitation, par l'élargissement de notre portefeuille d'unités commerciales et par l'expansion géographique. Notre recherche commerciale devra elle aussi se faire de plus en plus raffinée, précise, ciblée. La mise en marché devra être segmentée en fonction des besoins particuliers de clientèles précises.



**Jacques Nadeau**  
Vice-président exécutif  
Directeur régional

**Jacques L. Mallais**  
Vice-président  
Exploitation des divisions

**Pierre Brodeur**  
Vice-président  
Division Epiceries  
et Marques privées

**Jacques Obry**  
Vice-président  
Divisions Fruits et légumes  
et Produits laitiers

**Claude Charbonneau**  
Vice-président  
Distribution

**Robert Cloutier**  
Vice-président  
Marketing

Tout cela signifie qu'il nous faudra garder une vigilance de tous les instants et que, désormais, la croissance reposera sur la qualité de notre gestion dans tous les domaines d'activités de l'entreprise. L'avenir appartient à ceux qui auront su le mieux gérer efficacement leurs ressources humaines, financières et matérielles.

Pour l'exercice 1983-84, l'objectif est de poursuivre la consolidation de nos opérations et le raffermissement de nos structures, tout en continuant de faire preuve de créativité dans nos activités de commercialisation.

Il y aura lieu également de compléter nos études sur les moyens à prendre pour assurer à l'entreprise des assises de capital plus permanentes. Les dernières années de grande croissance ainsi que les projets d'immobilisation ont démontré la nécessité de conférer à l'entreprise une structure de capital lui permettant de mieux s'adapter aux besoins et défis des années futures.

Au niveau de l'exploitation, la priorité absolue sera accordée à la consolidation de nos acquis et à l'amélioration constante de notre efficacité puisque c'est sur le terrain de la productivité que se livreront les confrontations.

Au chapitre des ressources humaines, nous mettrons l'accent sur le développement organisationnel et sur la mise en place des moyens nécessaires pour développer notre pouvoir d'expertise et sa relève.

L'année 1983-84 sera également déterminante au niveau de nos relations de travail puisque nous devons renégocier une partie importante de nos ententes avec notre personnel syndiqué. La responsabilité des ressources humaines et des relations de travail incombera à monsieur Hubert Pitre qui s'est joint récemment à l'entreprise à titre de vice-président, ressources humaines.

Enfin, il est clair que notre formule à caractère coopératif est la formule gagnante. Il nous incombe donc de préserver et de développer l'élément clé de cette formule qui est la solidarité. À cette fin, nous nous proposons de mettre l'accent sur la communication à tous les niveaux pour cimenter cette solidarité, favoriser les interrelations entre les membres et leur entreprise, entre les membres et l'équipe de gestion et tout le personnel.

Chacun doit connaître à fond notre fonctionnement et nos services et en tirer pleinement profit. En retour, tous les employés de l'entreprise doivent bien connaître les besoins des membres pour mieux les servir et, en définitive, mieux servir les consommateurs.

C'est avec beaucoup de satisfaction qu'à titre de Président et Directeur général, je présente nos résultats financiers pour l'exercice 1982-83.

À tous les membres du Conseil d'administration, à tous nos membres, clients, gestionnaires et employés qui ont rendu possible notre performance au cours de l'exercice écoulé, j'exprime l'assurance de ma reconnaissance la plus sincère.

La direction de l'entreprise continuera de maximiser le rendement de ses ressources pour solidifier la place de ses membres dans le marché de l'alimentation au Québec et ainsi assurer leur rentabilité à court et à long terme.

Le Président et Directeur général,



Jean-Roch Vachon



**Raymond Bachand**  
Vice-président  
Planification  
et développement

**Michel Naud**  
Vice-président  
Informatique

**André Roy**  
Vice-président  
Administration

**Jacques Poirier**  
Vice-président  
Communications  
et Affaires publiques

**Lionel Albert**  
Vice-président  
Divisions corporatives

**Paul Lancôt**  
Vice-président  
Finances

# Groupe des Épiciers Unis Métro-Richelieu Inc. et ses filiales

## Rapport financier annuel consolidé

Exercice clos  
le 24 septembre 1983

## Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de  
Groupe des Épiciers Unis  
Métro-Richelieu Inc. et ses  
filiales

Nous avons vérifié le bilan consolidé de GROUPE DES ÉPICIERS UNIS MÉTRO-RICHELIEU INC. ET SES FILIALES au 24 septembre 1983 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous avons obtenu toutes les explications et tous les renseignements demandés.

À notre avis et du mieux que nous avons pu nous en rendre compte par les explications et les renseignements qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres de la compagnie, ces états financiers consolidés présentent fidèlement l'état véritable et exact de la situation financière de la compagnie et de ses filiales au 24 septembre 1983 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & Associés*

Mallette, Benoit, Boulanger, Rondeau & Associés  
Comptables agréés

Montréal, Québec  
le 8 décembre 1983

# État consolidé des résultats

Exercice clos  
le 24 septembre  
(En milliers de  
dollars)

	1983	1982
<b>Ventes</b>	<b>1 325 307 \$</b>	<b>1 042 997 \$</b>
<b>Coût des ventes</b>	<b>1 280 828</b>	<b>1 003 225</b>
<b>Bénéfice brut</b>	<b>44 479</b>	<b>39 772</b>
<b>Revenus d'exploitation</b>	<b>93 645</b>	<b>65 265</b>
	<b>138 124</b>	<b>105 037</b>
<b>Dépenses</b>		
Livraison, entrepôt et administration	115 604	86 702
Financement –		
Court terme	1 639	1 161
Long terme	5 909	5 460
Amortissement		
Immobilisations	4 610	3 212
Autres éléments	310	150
	<b>128 072</b>	<b>96 685</b>
<b>Bénéfices d'exploitation</b>	<b>10 052</b>	<b>8 352</b>
<b>Autres revenus</b>	<b>2 488</b>	<b>2 221</b>
<b>Bénéfice avant ristournes et impôts sur le revenu   compte non tenu du poste extraordinaire</b>	<b>12 540</b>	<b>10 573</b>
<b>Ristournes</b>	<b>9 400</b>	<b>9 000</b>
<b>Bénéfice avant impôts sur le revenu   compte non tenu du poste extraordinaire</b>	<b>3 140</b>	<b>1 573</b>
<b>Impôts sur le revenu</b>		
Courants	801	554
Reportés	36	129
	<b>837</b>	<b>683</b>
<b>Bénéfice compte non tenu du poste extraordinaire</b>	<b>2303</b>	<b>890</b>
<b>Poste extraordinaire</b>	<b>—</b>	<b>254</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 303 \$</b>	<b>1 144 \$</b>

Information sectorielle (annexe)

# État consolidé des bénéfices non répartis

Exercice clos  
le 24 septembre  
(En milliers de  
dollars)

	1983	1982
<b>Solde au début</b>		
Déjà établi	2 704 \$	2 089 \$
Redressement affecté aux exercices antérieurs (note 3)	( 204 )	( 204 )
Redressé	2 500	1 885
<b>Ajouter:</b>		
Bénéfice net	2 303	1 144
Virement de l'excédent de la valeur d'expertise des immobilisations sur le coût, réalisé au cours de l'exercice	31	32
	4 834	3 061
<b>Déduire:</b>		
Excédent du prix payé au rachat et à la conversion des actions sur leur valeur attribuée	829	226
Dividendes – actions privilégiées	677	335
	1 506	561
<b>Solde à la fin</b>	3 328 \$	2 500 \$

# État consolidé de l'évolution de la situation financière

Exercice clos  
le 24 septembre  
(En milliers de  
dollars)

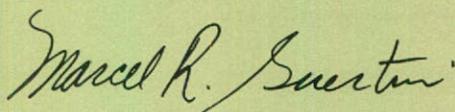
	1983	1982
<b>Provenance des fonds:</b>		
Exploitation		
Bénéfice compte non tenu du poste extraordinaire	2 303 \$	890 \$
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds:		
Amortissements	4 920	3 362
Perte (profit) sur l'aliénation d'immobilisations	( 14)	20
Impôts sur le revenu reportés	36	129
Radiation d'un placement	—	4
	7 245	4 405
Poste extraordinaire	—	254
Produit de l'aliénation d'immobilisations	63	526
Émission de capital-actions	3 665	4 173
Augmentation de la dette à long terme	31 962	20 827
Augmentation des avances des actionnaires	10 628	11 938
Diminution des placements	454	—
Fonds de roulement acquis lors de la fusion de Épiciers Unis Inc. et Groupe Métro-Richelieu Inc.	—	2 122
	54 017	44 245
<b>Affectation des fonds:</b>		
Acquisitions de placements	—	1 007
Acquisitions d'immobilisations	31 248	23 396
Diminution de la dette à long terme	13 793	1 488
Diminution des avances des actionnaires	6 821	8 243
Dividendes – actions privilégiées	677	335
Augmentation des autres éléments	3 917	534
Excédent du prix payé au rachat et à la conversion des actions, imputé au surplus d'apport	29	25
Excédent du prix payé au rachat et à la conversion des actions, imputé aux bénéfices non répartis	829	226
Rachat de capital-actions	769	154
	58 083	35 408
<b>Augmentation (diminution) du fonds de roulement</b>	<b>( 4 066)</b>	<b>8 837</b>
<b>Fonds de roulement au début</b>	<b>17 133</b>	<b>8 296</b>
<b>Fonds de roulement à la fin</b>	<b>13 067 \$</b>	<b>17 133 \$</b>

# Bilan consolidé

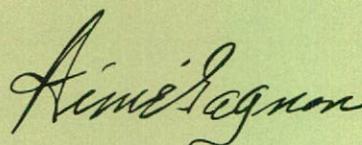
24 septembre  
(En milliers de  
dollars)

<b>Actif</b>	<b>1983</b>	<b>1982</b>
<b>Éléments à court terme</b>		
Comptes-clients et autres débiteurs	56 115 \$	60 734 \$
Stocks	61 278	44 701
Frais reportés au prochain exercice	2 722	2 969
Placements réalisables à court terme (note 4)	703	731
	<b>120 818</b>	<b>109 135</b>
<b>Placements (note 4)</b>	<b>1 080</b>	<b>1 534</b>
<b>Immobilisations (note 5)</b>	<b>84 180</b>	<b>57 591</b>
<b>Autres éléments (note 6)</b>	<b>5 501</b>	<b>1 894</b>
	<b>211 579 \$</b>	<b>170 154 \$</b>

Pour le conseil d'administration



MARCEL R. GUERTIN  
administrateur



AIMÉ GAGNON  
administrateur

<b>Passif</b>	<b>1983</b>	<b>1982</b>
<b>Dettes à court terme</b>		
Chèques émis et non payés	39 159 \$	35 444 \$
Emprunt de banque	1 914	6 602
Fournisseurs et frais courus	63 253	45 866
Impôts sur le revenu	256	236
Dettes à long terme, obligations découlant de contrats de location-acquisition et avances des actionnaires échéant au cours du prochain exercice (notes 7, 8 et 9)	3 169	3 854
	<b>107 751</b>	<b>92 002</b>
<b>Dettes à long terme (note 7)</b>	<b>53 620</b>	<b>36 177</b>
<b>Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)</b>	<b>1 260</b>	<b>534</b>
<b>Impôts sur le revenu reportés</b>	<b>1 348</b>	<b>1 312</b>
<b>Avances des actionnaires (note 9)</b>	<b>31 563</b>	<b>27 756</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 10)	10 902	8 006
Bénéfices non répartis	3 328	2 500
Surplus d'apport (note 10)	262	291
Excédent de la valeur d'expertise des immobilisations sur le coût	1 545	1 576
	<b>16 037</b>	<b>12 373</b>
	<b>211 579 \$</b>	<b>170 154 \$</b>
<b>Passif éventuel et engagements contractuels (notes 12 et 13)</b>		

# Notes aux états financiers consolidés

24 septembre 1983  
(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

## 1. Conventions comptables

### a) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et de ses filiales.

### b) Chiffres comparatifs

Suite à la fusion de Groupe Métro-Richelieu Inc. et Épiciers Unis Inc. le 30 avril 1982, les résultats de l'exercice clos le 25 septembre 1982 comprennent les résultats des opérations de l'ancienne compagnie Épiciers Unis Inc. depuis le 1<sup>er</sup> mai 1982 jusqu'au 25 septembre 1982 ainsi que les résultats de l'ancienne compagnie Groupe Métro-Richelieu Inc. et ses filiales pour l'exercice du 27 septembre 1981 au 25 septembre 1982.

### c) Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût, établi généralement selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur nette de réalisation.

### d) Placements

Les placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

### e) Immobilisations, biens loués en vertu de contrats de location-acquisition et amortissement

Les immobilisations et les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont comptabilisés au coût d'acquisition, sauf certains terrains et certaines bâtisses qui ont été réévalués en 1968 et en 1974.

L'amortissement des immobilisations et des biens loués en vertu de contrats de location-acquisition est calculé selon la méthode de la ligne droite aux taux suivants:

Aménagement des terrains	2½% à 5%
Bâtisses	2½%
Machinerie, mobilier de bureau et équipement	2½% à 25%
Matériel roulant	10% à 25%
Améliorations locatives	durée des baux

### f) Autres éléments d'actif et amortissement

Les autres éléments d'actif sont comptabilisés au coût.

L'amortissement est calculé selon la méthode de la ligne droite aux taux suivants:

Achalandage	2½%
Frais de fusion, frais de réaménagement et autres éléments	20% à 33½%

### g) Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu sont comptabilisés selon la méthode du report d'impôts pour tenir compte des écarts temporaires entre le revenu imposable et le revenu comptable.

### h) Alignement monétaire

L'actif à court terme et le passif à court terme exprimés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur le 24 septembre. Les éléments de l'état des résultats ont été convertis au taux d'origine. Les gains ou pertes résultant de ces conversions sont inclus à l'état des résultats.

## 2. Statuts constitutifs

La compagnie est constituée selon la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec.

## 3. Redressement affecté aux exercices antérieurs

Pour tenir compte de nouvelles cotisations d'impôts sur le revenu portant sur les exercices 1978 à 1981 inclusivement, le solde des bénéfices non répartis au 27 septembre 1981 a été réduit de 204 000 \$. L'objet de ces cotisations porte principalement sur le refus de dépenses d'intérêts par Revenu Canada.

## 4. Placements

	1983	1982
Prêts aux actionnaires, remboursables sur une période de cinq ans, portant intérêt à des taux variables	553 \$	608 \$
Prêts aux actionnaires, remboursables sur une période de cinq ans, portant intérêt au taux préférentiel bancaire	403	372
Avances aux actionnaires, remboursables sur une période de trois ans à même les ristournes, sans intérêt	761	1 044
Autres	66	241
	1 783	2 265
Portion réalisable à court terme	703	731
	1 080 \$	1 534 \$

## 5. Immobilisations

	1983		1982	
	Coût ou valeur d'expertise	Amortis- sement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	4 433 \$	— \$	4 433 \$	4 078 \$
Aménagement des terrains	639	151	488	508
Bâtisses	49 507	3 365	46 142	17 554
Machinerie, mobilier de bureau et équipement	28 783	6 480	22 303	9 851
Matériel roulant	15 317	6 773	8 544	5 826
Améliorations locatives	936	384	552	739
Terrains pour fins de revente	58	—	58	147
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition (principalement du matériel roulant et de l'équipement)	2 338	678	1 660	698
Construction en cours	—	—	—	18 190
	<b>102 011 \$</b>	<b>17 831 \$</b>	<b>84 180 \$</b>	<b>57 591 \$</b>

## 6. Autres éléments

	1983	1982
Achalandage – portion non amortie	1 258 \$	1 291 \$
Frais de fusion – portion non amortie	541	506
Frais de réaménagement – centre Mérite I	3 516	—
Autres	186	97
	<b>5 501 \$</b>	<b>1 894 \$</b>

# Notes aux états financiers consolidés (suite)

24 septembre 1983  
(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

7. Dette à long terme		1983	1982
Emprunt, garanti par une hypothèque de premier rang sur un terrain et une bâtisse, d'un montant original de 1 950 000 \$, remboursable par versements mensuels de 28 500 \$, incluant capital et intérêts au taux de 18½%, échéant le 1 <sup>er</sup> mars 1984 et amorti sur vingt ans		1 743 \$	1 771 \$
Obligations Série A à fonds d'amortissement, garanties par une hypothèque de premier rang sur un terrain et une bâtisse, d'un montant global original de 1 200 000 \$, portant intérêts au taux de 9½%, échéant le 1 <sup>er</sup> octobre 1986, rachetables annuellement par tranches de 75 000 \$		305	450
Emprunt, garanti par une hypothèque de premier rang sur un terrain et une bâtisse, d'un montant original de 150 800 \$, remboursable par versements mensuels de 1 850 \$, incluant capital et intérêts au taux de 14½%, échéant le 30 septembre 1985 et amorti sur vingt ans		144	146
Liens sur machinerie et équipement, de montants originaux totalisant 5 885 800 \$ (1982 - 4 500 600 \$), remboursables par versements mensuels de 139 250 \$ (1982 - 101 850 \$), incluant capital et intérêts à des taux variant de 12,54% à 17¾%, échéant entre 1986 et 1988		4 761	3 043
Emprunts, garantis par un acte de fiducie, d'hypothèque, de nantissement, de gage et par une charge flottante, d'un montant global de 14 000 000 \$, remboursables par versements trimestriels en capital de 233 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel des deux banques contractantes majoré de ½% et de 1% respectivement, rachetables, prenant rang pari passu, échéant en 1996, refinancés le 15 novembre 1982		—	12 833
Emprunt à terme, garanti par une hypothèque de premier rang sur un terrain et une bâtisse, d'un montant original de 12 600 000 \$, portant intérêts au taux préférentiel bancaire des deux banques contractantes, majoré de ¼% et de ½% respectivement, échéant le 15 novembre 1987, avec remboursements intermédiaires obligatoires de 325 000 \$ chacun les 15 novembre 1985 et 1986		12 600	—
Emprunt, garanti par une hypothèque sur un terrain et une bâtisse, d'un montant original de 885 000 \$, remboursable par versements mensuels de 9 000 \$, incluant capital et intérêts au taux de 11¾%, amorti sur vingt-cinq ans, échéant en 1987		830	841
Effets à payer, de montants originaux totalisant 53 700 \$, remboursables par versements mensuels de 1 300 \$, incluant capital et intérêts à des taux variant de 15,4% à 20,2%, échéant en 1985		23	33
Dette relative au rachat de services passés, rachetable, échéant en 1983		—	77
Emprunt, garanti par une hypothèque de premier rang sur des terrains et des bâtisses, d'un montant original de 7 000 000 \$, remboursable par versements mensuels en intérêts seulement, au taux de 12½% pour les trois premières années et de 13¼% par la suite, échéant en 1988		7 000	—
Emprunt, garanti par une hypothèque collatérale de deuxième rang sur un terrain et une bâtisse et par un nantissement commercial sur la machinerie et l'équipement, d'un montant original de 9 500 000 \$, remboursable sur une période de dix ans. Les intérêts sont payables semestriellement au taux de 13,395% composé mensuellement. Le remboursement de capital s'effectue à compter de la fin de la deuxième année par huit versements annuels consécutifs de 1 000 000 \$ et d'un montant de 1 500 000 \$ à l'échéance en 1993		9 500	—
Financement intérimaire - centre Mérite I, effectué sous forme d'avances à terme et d'avances à demande, avec préséance et priorité de rang sur le paiement d'au moins 90% des avances des actionnaires, jusqu'à concurrence des sommes prêtées, remboursable lorsque le projet sera complété ou avant le 18 juin 1984, portant intérêts au taux du coût des fonds du prêteur majoré de ½ de 1% en ce qui concerne les avances à terme et au taux préférentiel bancaire en ce qui concerne les avances à demande (voir note 15 b)		14 500	16 161
Comptes à payer et retenues sur contrats relatifs à la construction du centre Mérite I		3 500	2 573
		<b>54 906</b>	<b>37 928</b>
Portion échéant à court terme		1 286	1 751
		<b>53 620 \$</b>	<b>36 177 \$</b>
Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants:	1984	1 285 800 \$	
	1985	2 474 500 \$	
	1986	2 818 300 \$	
	1987	2 325 300 \$	
	1988	20 766 700 \$	

## 8. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

	1983	1982
Obligations de montants originaux totalisant 1 180 200 \$, remboursables par versements mensuels totalisant 20 800 \$, incluant capital et intérêts à des taux variant de 9% à 10%, échéant en 1985 et 1990	534 \$	721 \$
Obligations de montants originaux totalisant 1 211 000 \$, remboursables par versements mensuels totalisant 26 000 \$, incluant capital et intérêts à des taux variant de 11,7% à 13,6%, échéant en 1987 et 1988	1 114	—
	<b>1 648</b>	721
Portion échéant à court terme	<b>388</b>	187
	<b>1 260 \$</b>	534 \$
Les paiements minimums exigibles au cours des exercices à venir en vertu des contrats de location-acquisition et le solde des obligations découlant de ces contrats se détaillent comme suit:	1984 561 \$ 1985 493 1986 359 1987 359 1988 208 1989 59 1990 31	
	2 070	
Moins:		
Montant représentant les intérêts	422	
Solde des obligations	1 648 \$	

## 9. Avances des actionnaires

	1983	1982
Remboursables cinq ans après leur versement, intérêts payables semestriellement au taux bancaire préférentiel moyen majoré de 1½%	12 715 \$	11 295 \$
Remboursables dix ans après leur versement, intérêts payables semestriellement au taux bancaire préférentiel moyen majoré de 1½%	10 850	8 508
Sans terme de remboursement, intérêts payables semestriellement au taux bancaire préférentiel moyen majoré de 1½%	12	45
Billets à demande, sans terme de remboursement, intérêts payables semestriellement au taux bancaire préférentiel moyen diminué de 1½%	1 961	2 354
Provision pour réinvestissement des ristournes de la période, après impôts à la source. Ce réinvestissement se fera sous la forme d'avances des actionnaires, remboursables cinq ans après leur versement	7 520	7 470
	<b>33 058</b>	29 672
Portion échéant à court terme	<b>1 495</b>	1 916
	<b>31 563 \$</b>	27 756 \$
Les remboursements en capital des avances des actionnaires à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants:	1984 1 494 700 \$ 1985 2 410 900 \$ 1986 2 681 400 \$ 1987 3 230 800 \$ 1988 4 697 400 \$	
Les actionnaires de la compagnie ont subordonné leur avances passées et futures aux droits des prêteurs qui ont consenti à participer au financement du centre Mérite I et ont également	subordonné les avances aux droits des prêteurs qui ont consenti ou qui consentiront des prêts à la compagnie ou à ses filiales.	

# Notes aux états financiers consolidés (suite)

24 septembre 1983  
(Tous les chiffres des tableaux sont exprimés en milliers de dollars)

## 10. Capital-actions

Autorisé:

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang, non votantes, non participantes, dividende cumulatif préférentiel de 75% de la somme du taux préférentiel bancaire plus 1½%, rachetables à leur valeur nominale de 100 \$

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang, non votantes, non participantes, dividendes cumulatif entre 60% à 80% de la somme du taux préférentiel bancaire plus 1½%, pouvant être émises en séries, rachetables à leur valeur nominale de 1 \$

Nombre illimité d'actions, Catégorie A, votantes, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions, Catégorie B, non votantes, sans valeur nominale

	1983	1982
Émis:		
14 234 actions privilégiées de premier rang (15 791 – 1982)	1 423 \$	1 579 \$
2 788 091 actions privilégiées de deuxième rang, Série 1981, (2 939 466 – 1982), dividende cumulatif de 75% de la somme du taux préférentiel bancaire plus 1½%	2 788	2 940
2 875 927 actions privilégiées de deuxième rang, Série 1982, dividende cumulatif de 75% de la somme du taux préférentiel bancaire plus 1½%	2 876	—
87 821 actions, Catégorie A (92 859 – 1982)	3 294	3 109
8 242 actions, Catégorie B (7 560 – 1982)	521	378
	<b>10 902 \$</b>	<b>8 006 \$</b>

La variation du capital-actions au cours de l'exercice s'établit comme suit:

### a) Actions privilégiées de premier rang

336 actions ont été émises et 1 893 actions ont été rachetées à leur valeur nominale de 100 \$ l'action.

### b) Actions privilégiées de deuxième rang

Série 1981 – 151 375 actions ont été rachetées à leur valeur nominale de 1 \$ l'action.

Série 1982 – 2 910 085 actions ont été émises et 34 158 actions ont été rachetées à leur valeur nominale de 1 \$ l'action.

### c) Actions de Catégorie A

4 320 actions ont été émises pour une considération de 518 100 \$ et 9 358 actions ont été rachetées, pour la somme de 1 157 700 \$. Cette somme a été imputée comme suit: 333 800 \$ au capital-actions, 29 400 \$ au surplus d'apport et 794 500 \$ aux bénéfices non répartis.

### d) Actions de Catégorie B

1 627 actions ont été émises pour une considération de 203 400 \$ et 945 actions ont été rachetées pour une considération de 95 400 \$. Cette somme a été imputée comme suit: 60 500 \$ au capital-actions et 34 900 \$ aux bénéfices non répartis.

### e) Conversion

L'émission de 4 320 actions, Catégorie A et le rachat de 945 actions, Catégorie B, incluant la conversion de 405 actions, Catégorie B en 405 actions, Catégorie A.

## 11. Dégrèvement fiscal sur le coût des stocks

Conformément aux lois fiscales fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'entreprise s'est prévaluée d'une déduction basée sur le coût des biens corporels inclus dans ses stocks

d'ouverture. L'effet de ce dégrèvement sur le revenu imposable s'établit à 1 337 400 \$ pour l'exercice clos le 24 septembre 1983.

## 12. Passif éventuel

### a) Endossements

Pour certains de ses actionnaires, la compagnie assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur de contrats de bail s'échelonnant sur une période de vingt ans et échéant de 1994 à 2001. Les loyers minimums annuels, exclusion faite des clauses escalatoires, sont de l'ordre de 738 000 \$. Le montant de la responsabilité éventuelle en vertu de ces endossements, en date du 24 septembre 1983, est de 12 500 000 \$.

### b) Garanties

La compagnie assume une responsabilité éventuelle limitée à titre de garante de contrats de vente conditionnelle. Le montant des contrats en circulation au 24 septembre 1983 s'élevait à 12 901 600 \$ représentant les versements en capital et en intérêts jusqu'à échéance des contrats.

### 13. Engagements contractuels

a) La compagnie s'est engagée par contrats de location d'une durée de quatre ans à compter de septembre 1981. Le loyer global minimum à payer suivant les contrats se chiffre à 779 700 \$. Le solde de l'engagement au 24 septembre 1983 s'établit à 373 600 \$ et les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices en vertu de ces contrats sont les suivants:

1984	194 900 \$
1985	178 700 \$

b) La compagnie s'est engagée, par des contrats de bail s'échelonnant sur des périodes de cinq à vingt-cinq ans et s'étendant jusqu'en 2003, à louer des locaux pour un prix minimum annuel de 955 250 \$. Les engagements totaux, exclusion faite des clauses escalatoires, sont de l'ordre de 11 493 300 \$. Le solde des engagements au 24 septembre 1983 s'élève à 7 633 900 \$.

c) La compagnie s'est engagée, par des contrats de bail et des offres de location s'échelonnant sur des périodes de douze à vingt-cinq ans, à louer des locaux pour un prix minimum annuel de 3 526 300 \$. L'engagement total exclusion faite des clauses escalatoires se chiffre à 82 204 400 \$. Le solde des engagements au 24 septembre 1983 s'élève à 76 744 900 \$.

En contrepartie, la compagnie a sous-loué ses locaux à certains de ses actionnaires, aux termes et conditions et pour les mêmes considérations que ses engagements en vertu des contrats de bail et offres de location mentionnés ci-dessus. De plus, une grande partie de ces contrats de bail est protégée par une police d'assurance-bail.

### 14. Rémunération des administrateurs et des officiers

Rémunération globale des 13 administrateurs en tant qu'administrateurs, incluant la rémunération des 4 officiers

	1983	1982
Rémunération globale des 13 administrateurs en tant qu'administrateurs, incluant la rémunération des 4 officiers	209 700 \$	172 100 \$

### 15. Événements subséquents

a) Le 26 septembre 1983, la compagnie s'est engagée à acquérir de nouveaux équipements informatiques pour une somme totale de 4 789 500 \$. De cette somme, 3 243 200 \$ ont été financés par contrat de location-acquisition, remboursable par versements mensuels de 67 900 \$, incluant capital et intérêts au taux de 12,25%, échéant en 1988.

b) Le 26 septembre 1983, la compagnie a contracté un emprunt de 18 000 000 \$. Cet emprunt est remboursable par versements mensuels de 204 800 \$, incluant capital et intérêts au taux de 13,5%, amorti sur 25 ans, échéant le 1<sup>er</sup> octobre 1995. Le prêt a servi à rembourser le financement intérimaire, le solde étant versé au fonds de roulement de la compagnie.

### 16. Transactions entre apparentés

La majeure partie des ventes et des autres revenus de la compagnie et de ses filiales provient de transactions conclues avec ses actionnaires. Environ 57% des frais de financement à long terme ont été payés à ses actionnaires.

# Annexe - Information sectorielle

Exercice clos  
le 24 septembre  
(En milliers de  
dollars)

	Épicerie		Fruits et légumes		Viandes		Autres		Élimination intersectorielle		Chiffres consolidés	
	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982
Ventes	845 520 \$	677 419 \$	116 992 \$	105 405 \$	271 800 \$	217 253 \$	90 995 \$	42 920 \$	— \$	— \$	1 325 307 \$	1 042 997 \$
Ventes intersectorielles	11 951	8 953	2 487	1 275	2 515	—	835	4 526	(17 788)	(14 754)	—	—
Total des ventes	857 471 \$	686 372 \$	119 479 \$	106 680 \$	274 315 \$	217 253 \$	91 830 \$	47 446 \$	(17 788) \$	(14 754) \$	1 325 307 \$	1 042 997 \$
Bénéfice brut sectoriel	6 670 \$	6 718 \$	12 721 \$	13 047 \$	15 279 \$	15 371 \$	9 809 \$	4 893 \$	— \$	( 257) \$	44 479 \$	39 772 \$
Revenus d'exploitation	79 401	57 583	3 991	2 766	5 254	2 251	5 726	4 310	( 727)	( 1 645)	93 645	65 265
Dépenses d'exploitation	86 071	64 301	16 712	15 813	20 533	17 622	15 535	9 203	( 727)	( 1 902)	138 124	105 037
Amortissement	37 779	30 600	14 513	11 848	13 944	12 512	11 796	6 757	( 546)	( 1 451)	77 486	60 266
	1 730	1 238	863	699	663	580	704	373	—	—	3 960	2 890
	39 509	31 838	15 376	12 547	14 607	13 092	12 500	7 130	( 546)	( 1 451)	81 446	63 156
Bénéfice d'exploitation sectoriel	46 562 \$	32 463 \$	1 336 \$	3 266 \$	5 926 \$	4 530 \$	3 035 \$	2 073 \$	( 181) \$	( 451) \$	56 678 \$	41 881 \$
Services communs et administration générale (incluant une dépense d'amortissement de 960 \$ en 1983 et 471 \$ en 1982)												
Frais de financement												
Bénéfice d'exploitation												
Autres revenus												
Bénéfice avant ristournes et impôts sur le revenu compte non tenu du poste extraordinaire												
Ristournes												
Bénéfice avant impôts sur le revenu compte non tenu du poste extraordinaire												
Impôts sur le revenu												
Bénéfice compte non tenu du poste extraordinaire												
Poste extraordinaire												
Bénéfice net												
Dépenses en immobilisations	1 672 \$	2 067 \$	78 \$	1 260 \$	600 \$	568 \$	28 898 \$	19 501 \$	— \$	— \$	31 248 \$	23 396 \$

# La direction

## **Jean-Roch Vachon**

Président et Directeur général

## **Lionel Albert**

Vice-président  
Divisions corporatives

## **Raymond Bachand**

Vice-président  
Planification  
et développement

## **Pierre Brodeur**

Vice-président  
Division Epicerie  
et Marques privées

## **Claude Charbonneau**

Vice-président  
Distribution

## **Robert Cloutier**

Vice-président  
Marketing

## **Paul Lanctôt**

Vice-président  
Finances

## **Jacques L. Maltais**

Vice-président  
Exploitation des divisions

## **Jacques Nadeau**

Vice-président exécutif  
Directeur régional

## **Michel Naud**

Vice-président  
Informatique

## **Jacques Obry**

Vice-président  
Divisions Fruits et légumes  
et Produits laitiers

## **Hubert Pitre**

Vice-président  
Ressources humaines

## **Jacques Poirier**

Vice-président  
Communications  
et Affaires publiques

## **André Roy**

Vice-président  
Administration

Nos vérificateurs externes  
sont:

**Malette, Benoît,  
Boulangier, Rondeau &  
Associés**



**Groupe des Épiciers Unis  
Métro-Richelieu Inc.**

**Siège social et  
administration générale**  
11011, boul. Maurice-Duplessis  
Montréal (Québec)  
H1C 1V6